

Débat d'orientations budgétaires pour 2011
Intervention de Kamel KHITER, adjoint aux finances

Monsieur le Député-Maire,
mes chers collègues,

Ce soir, nous abordons la préparation du budget municipal pour 2011, et nous le faisons, conformément aux dispositions légales régissant les collectivités territoriales, en tenant notre débat d'orientations budgétaires.

Exercice obligatoire de la vie municipale, le débat d'orientations budgétaires permet aux élus de faire le point sur l'évolution des finances communales au cours des dernières années avant de décider des choix à venir. Pour la Municipalité, pour la majorité municipale, il s'agit en d'autres termes de dessiner la stratégie qu'elle entend suivre pour établir son budget 2011.

Et c'est là qu'il y a, bien sûr, un point de vue politique à ce débat. Car si on attend de lui que la majorité y dise ce que sera sa stratégie financière, c'est aussi, ce doit être aussi l'occasion pour l'opposition de dire ses options, sa propre stratégie, en un mot de dire ce qu'elle ferait si elle était majorité ! Le débat d'orientations budgétaires c'est, ce devrait être, un débat projet contre projet, dépenses contre dépenses, recettes contre recettes, car, ne l'oublions pas faire, dessiner un budget, c'est d'abord dire comment on veut gérer. Gérer les comptes de la ville, gérer ses dépenses, et son personnel, et pour quoi faire.

Ceci dit, cette gestion que nous nous apprêtons à conduire en 2011, elle se fait dans un certain contexte. Le document préparatoire qui sert de support à ce débat, est très précis, et je vous renvoie toutes et tous à sa lecture.

Mais nous ne pouvons ne pas souligner que, en ce début 2011, s'agissant du contexte de notre préparation budgétaire, deux grandes séries de données ne peuvent être négligées :

➤ les données **internationales**, car la flambée des prix des matières premières (notamment énergie et produits alimentaires) peut ne pas être neutre sur nos propres dépenses municipales (je pense à la restauration et aux dépenses d'énergie) ; de la même manière la hausse de l'inflation, en Europe et dans le monde, peut pousser, par réaction des autorités monétaires, les taux d'intérêt à la hausse, ce qui peut là aussi ne pas être sans conséquences sur nos propres charges financières.

➤ autre donnée de fond de cette préparation budgétaire : **l'austérité durable décidée par le Gouvernement pour les collectivités locales**, avec les conséquences de la réforme de la taxe professionnelle, et surtout le gel des dotations aux collectivités pendant trois ans. Cela ne veut rien dire d'autre que 2011, 2012, 2013 seront, si rien ne change, trois années de perte de pouvoir d'achat pour les collectivités locales ! Et donc, aussi pour notre commune.

Et oui, après avoir distribué à tout va de larges cadeaux fiscaux qui l'ont privé de précieuses recettes fiscales, jusqu'à créer en 2010 un déficit de l'Etat de 148 milliards d'euros, le Gouvernement serre la vis : d'abord aux services publics d'Etat (les suppressions de postes dans l'Education nationale, la police, la justice, les services des Impôts et de l'Equipement en attestent) ; mais aussi et surtout aux collectivités locales, **dont il cherche à asphyxier les recettes, pour les contraindre à réduire leurs dépenses !** C'est une erreur sociale dramatique ; c'est aussi malheureusement une erreur économique, car non seulement le service public local est, par nature, un « amortisseur social » fondamental en période de crise, mais aussi ce sont les investissements des collectivités locales qui sont, en France, 75 % de l'investissement public ! Or, si elles ont moins de ressources, elles investiront moins, et si elles investissent moins, c'est l'investissement total du pays qui en ralentira, et la croissance économique qui en pâtira, et donc l'emploi !

Freiner les dotations aux collectivités locales, c'est appuyer sur le frein de la croissance économique en même temps qu'accroître les besoins sociaux !

C'est le choix que semble avoir fait le Gouvernement. Il est dangereux, à court comme à moyen terme.

C'est malheureusement, mes chers collègues, dans ce contexte que nous devons élaborer notre budget 2011. Comment construirons-nous celui-ci ? Je décrirai notre démarche en 5 points :

- La crise économique et sociale nationale frappe bien évidemment l'économie locale. Beaucoup de Wattrelosiens sont touchés par la crise, et nous devons plus que jamais faire notre maximum pour continuer de répondre aux besoins sociaux de notre population. Ce sera l'objet du 1^{er} point ;
- Bien évidemment nous devons tenir compte de nos ressources et surtout de celles en provenance de l'Etat. En période de crise et face aux observations de la Commission européenne sur le dérapage des finances publiques, l'Etat utilise les dotations versées aux collectivités locales comme « variable d'ajustement » pour diminuer ses dépenses, ce sera le 2^e point ;
- Le 3^e point découle naturellement de ce 2^e point puisque je m'y propose d'analyser, sur la base bien sûr des informations dont nous disposons à ce jour, ce que seront nos recettes en 2011, parmi lesquelles – comme c'est le cas depuis de nombreuses années – les ressources en provenance de l'Etat sont toujours dominantes. Elle sont surtout contraignantes.
- Et donc, dans un tel contexte, nous devons faire face à nos responsabilités. Pour ne pas ajouter des difficultés supplémentaires à nos concitoyens, je le dis de suite nous n'augmenterons pas notre fiscalité. Si nos recettes sont contraintes, alors nos dépenses ne peuvent que continuer de l'être, ce sera mon 4^e point ;
- J'aborderai enfin dans un 5^e point nos projets d'investissement. Ceux-ci sont adaptés à nos capacités financières, bien sûr, et surtout respectent les priorités politiques de notre majorité municipale et du programme du mandat.

1. La situation économique et sociale, nationale, et donc locale, demeure préoccupante. Elle justifie que Wattrelos, fidèle à son histoire et à ses valeurs de solidarité, maintienne sa priorité à l'égard des besoins sociaux de sa population.

La France aura connu en 2009 l'une de ses plus graves récessions. Le PIB a chuté de 2,5 %. Si la croissance a progressé de 1,5% en 2010, celle-ci est insuffisante pour faire reculer le nombre de demandeurs d'emploi.

De fait, la récession risque de peser encore sur le marché du travail qui poursuit son ajustement. Le taux de chômage devrait atteindre 11% en 2011.

Sur notre comité de bassin d'emploi de Lille métropole, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté en un an de 7,4 %. La progression est de 8,3 % à Roubaix et à Tourcoing, 9 % à Halluin, 12 % à Fâches-Thumesnil, et 15 % à Ronchin. Avec une hausse de 5,6 % en un an (soit + 150 personnes), Wattrelos se situe dans la fourchette basse de cette dégradation globale, sans doute en raison de ses investissements ces dernières années en faveur du développement économique et de l'accueil des entreprises.

Mais moindre progression n'en signifie cependant pas moins une progression : les sollicitations à notre CCAS ne faiblissent pas, et la réalité est bien que les besoins sociaux sont, eux, en hausse.

La majorité, au moment de la préparation du budget 2011 veut, encore plus que les années précédentes, affirmer son attachement prioritaire à l'écoute, à l'accompagnement et à l'appui de nos concitoyens les plus fragilisés.

Dégager des moyens pour le CCAS, soutenir l'accès à des loisirs, aux sports, à une culture de qualité, aider la prime enfance, parier sur l'école et l'éducation, telles sont nos volontés fondamentales. **C'est pour nous un choix, LE choix politique majeur !**

Avec quelles ressources y faire face ? C'est ce que je vous propose d'examiner successivement. Parlons d'abord des recettes en provenance de l'Etat puisque, comme vous le savez, mes chers collègues, c'est leur évolution qui, dans la plus large mesure, dicte l'évolution des ressources de notre commune.

2. Le Gouvernement, encore une fois, et surtout en 2011, utilise les dotations aux collectivités locales comme variable d'ajustement pour limiter ses propres dépenses.

C'est un choix politique qu'a annoncé le Gouvernement : pour réduire ses propres dépenses, mais aussi l'ensemble des dépenses publiques en France, l'Etat veut réduire les dotations qu'il verse aux collectivités locales ! La loi de finances pour 2011 affiche très clairement la couleur à cet égard ! Car non seulement, comme je l'ai déjà dit tout à l'heure, elle gèle les dotations de l'Etat de 2011 à leur niveau de 2010, mais elle annonce clairement qu'elles resteront aussi à ce niveau pour 2012 et 2013.

Là encore, le texte du document support de ce DOB reprend en détail tout le contenu des dispositions techniques de la Loi de Finances pour 2011. Je n'y reviens donc pas, et me contenterai d'en donner les plus significatives. Il s'agit :

➤ de la dotations forfaitaire qui, globalement est gelée. Mais la part *garantie* de celle-ci qui baissait ces dernières années (ce qui avait malheureusement fortement impacté Wattrelos) de 2 à 2,5 %, baissera cette année de 6 %, mais seulement pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 75 % du potentiel fiscal moyen par habitant ! Heureusement cela devrait épargner Wattrelos (de peu, d'ailleurs !), mais cela impactera sévèrement bien d'autres communes.

➤ des compensations d'exonérations fiscales qui continuent de baisser. Elles pèsent lourd dans un budget comme celui de Wattrelos, et leur diminution est la principale cause, comme j'y reviendrai tout à l'heure, des pertes de ressources que subit notre budget municipal. Au niveau national, dans le projet de loi de finances, la baisse prévue était de 11,5 %. Grâce au débat parlementaire, la diminution a été ramenée à 7,4 %. C'est moins pire que prévu, ça reste quand même donc une baisse.

➤ les autres dotations (dotation nationale de péréquation, titres sécurisés, etc...) sont gelées. Donc elles ne bougent pas.

➤ seule augmentation : 77 M€ sont consacrés à la DSU, la dotations de solidarité urbaine, qui, comme l'an dernier, se répartiront sur les 250 premières communes selon leurs indicateurs sociaux. Je rappelle que Wattrelos est au 76^e rang national. Nous devrions donc en être bénéficiaires.

Enfin, s'agissant des informations nationales influant sur notre budget, signalons que : les bases des impositions locales sont revalorisées de 2 % ; et que le FDPTP (fonds départemental de péréquation de taxe professionnelle), en tout cas son montant, demeure en 2011, et ne disparaîtra qu'au 1^{er} janvier 2012 (ouf, c'est toujours un an de gagné !).

3. Alors, au vu de ces éléments, quelle sera l'évolution de nos recettes pour le budget municipal ? Ce sera mon 3^e point.

Ces recettes, comme le fait le document préparatoire, nous pouvons les ranger en trois catégories :

- **Celles qui ne bougent pas** : malheureusement, ce sont elles qui pèsent le plus dans notre budget. Il s'agit :
- de la dotation forfaitaire, pour 11,31 M€. Heureusement que Wattrelos ne sera pas touchée par la baisse du complément de garantie (et ce n'est pas passé loin), car nous aurions perdu plus de 350.000 euros !
 - de la dotation nationale de péréquation, pour 1,34 M€ ;
 - du fonds départemental de péréquation de taxe professionnelle pour 0,67 M€ mais, ne l'oublions pas, qui disparaît au 1^{er} janvier 2012 ;
 - de l'attribution de compensation, versée par la Communauté Urbaine, qui ne bouge pas, puisqu'elle est bloquée depuis sa création, par la loi, en 2002. Elle représente 7,02 M€.
- Le total de ces quatre ressources, qui pèsent ensemble plus de 20 M€, et donc représentent 45 % de nos recettes n'augmentera pas d'un seul euro en 2011 ! Voilà une info essentielle. A côté, il y aura, malheureusement, aussi...

➤ **Celles qui diminuent :**

Essentiellement, mais elles pèsent lourd, comme je l'ai déjà dit, ce sont les compensations d'exonérations fiscales. De quoi s'agit-il ? Il s'agit surtout des compensations nées de notre passé de ville industrielle, de la disparition de grandes entreprises locales comme des réformes de la taxe professionnelle.

Le Gouvernement Raffarin avait engagé leur diminution. Mais depuis 2007, les gouvernements Sarkozy / Fillon l'ont accélérée. Et cela fait un sacré trou dans notre budget municipal.

Pensez, mes chers collègues, que ces compensations représentaient 5,01 M€ en 2002, n'en représentaient plus que 4 M€ en 2007, et seulement 2,61 M€ en 2011. Cela veut dire que **le montant de ces compensations perçues est inférieur de 2,4 M€ en 2011 à ce qu'il était en 2002 !**

Cela veut dire que ces 2,4 M€ nous manquent tous les ans.

Le vrai scandale, il est là. Notre vrai problème, il est là ! Que l'on nous rende ces 2,4 M€ de dotations dans notre budget, et nous ne serions pas à devoir verrouiller nos dépenses et contraindre nos politiques !

Quoiqu'il en soit, en 2011 donc, sur cette ligne, nous perdons encore 140 000 €.

➤ **Heureusement, il y a quelques ressources en augmentation.** Il s'agira :

- comme je l'ai dit, de la DSU (dotation de solidarité urbaine) qui pourrait augmenter de 380 000 € ;
- de la dotation de solidarité communautaire, revalorisée de 1,9 %, qui augmentera d'un petit 20 000 € ;
- de l'incidence de la revalorisation des valeurs locatives décidée par l'Etat, pour 2 %. Mécaniquement, à bases inchangées, cela devrait apporter 320 000 € de ressources supplémentaires. Malheureusement, les bases ont changé, elles ont diminué : ainsi, la seule démolition de La Lainière fait plonger de 150 000 € le produit fiscal. Dans le budget, nous ne pourrions donc compter, si nous ne bougeons pas le taux de notre fiscalité que sur une somme de 150 à 170 000 € comme produit supplémentaire.

Au total, mes chers collègues, vos fins calculs mathématiques, en tenant compte de ces augmentations et en défalquant les diminutions, vous amènent à constater raisonnablement que nous ne disposerons – en l'état actuel de nos prévisions et de nos informations – que de 300 à 400 000 € de recettes supplémentaires globales en 2011.

C'est-à-dire, **cela mérite d'être dit et même souligné, que nous retrouverions à peine en 2011 le niveau des recettes que nous avons en 2009, puisque, souvenons-nous en, en 2010, nos recettes totales de fonctionnement avaient baissé de 385 000 € !**

Alors bien sûr, on me dira, pour une fois, en 2011, c'est une hausse, et donc ce n'est pas une baisse ! Mais sachons, chers collègues, tempérer notre enthousiasme, car des inconnues demeurent :

→ tout cela, ce sont des prévisions et les derniers arbitrages du Comité des finances locales ne sont pas, par exemple, encore rendus en ce qui concerne les dotations de l'Etat ;

→ autre inconnue, le niveau réel de nos bases locatives. J'ai parlé tout à l'heure de la lourde conséquence négative de la démolition de La Lainière. Mais sera-t-elle la seule ?

→ enfin, nous savons que certaines de nos recettes sont fragiles. Je pense en particulier aux droits de mutation sur les ventes immobilières, dont la chute en 2009 a provoqué le déficit que l'on sait, dont le relèvement en 2010 nous a aidé à rééquilibrer nos comptes, mais qui sont soumis aux aléas du marché immobilier, lui-même dépendant du pouvoir d'achat des ménages et des taux d'intérêt, l'un et les autres particulièrement sensibles en cette période de crise.

4. Voilà pourquoi, et c'est mon 4^e point, nos dépenses de fonctionnement ne peuvent qu'être contenues, surtout si, comme c'est l'objectif de la Municipalité, nous ne souhaitons pas augmenter notre fiscalité.

Heureusement, pour construire ce budget, nous n'avons pas **de boulet aux pieds**, nous n'avons plus de déficit à rattraper car, et nous pouvons, collectivement je pense, en être satisfaits :

➤ Notre Municipalité a rétabli les comptes de la ville en 2010 !

On se souvient que, l'an dernier, à la même époque, pour préparer le budget primitif de 2010, nous partions avec un sérieux handicap : nous devions rattraper le déficit de 2009, à savoir 1,1 M€, lequel après imputation des excédents antérieurs, avait pour conséquence que nous commencions l'année avec un solde négatif, de 277 000 € ! Commencer l'année avec un « trou » à boucher n'était certes pas le plus facile à faire. Il nous a donc fallu réagir. Nous l'avons fait surtout par d'importantes économies, générées par des réorganisations et un contrôle budgétaire plus étroit des dépenses et des recettes, ainsi que par quelques réajustements fiscaux et de tarifications, justes et limités. Mais, je le rappelle, nous n'avons supprimé aucune politique municipale, et c'est cela l'essentiel.

Le résultat de ce travail rigoureux, de ce travail de bon gestionnaire, c'est que **le budget primitif a été tenu !** Nous avons prévu de ramener les comptes à zéro, à l'équilibre donc ; cela a été fait !

Et comme en plus, il y a eu de bonnes surprises, notamment en matière de dépenses énergétiques, mais aussi avec l'amélioration des droits de mutation perçus, nous dégageons même un léger excédent de fonctionnement de 452 000 €. Ce qui est déjà bien en soit, mais ce qui a surtout l'avantage **de gommer, de nettoyer complètement le solde du déficit de 2009 !** La gestion de 2010 se clôt donc sur un solde positif de 175 000 € !

C'est peu bien sûr, puisque cela ne représente que 0,3 % du budget, et à peine un jour de dépenses ! Mais c'est quand même positif, et cela a deux conséquences appréciables :

- cela ne crée pas de pression pour augmenter les impôts de manière à boucher un déficit, puisque celui-ci n'existe plus ;
- nous ne partons pas dans la construction budgétaire avec quelque chose à rattraper !

Ceci dit bien sûr, cela n'autorise pas à rouvrir les vannes, et à être dispendieux dans les dépenses car, de cet accident de 2009, nous devons retenir deux choses :

- la première, c'est que certaines de nos recettes sont fragiles, et en particulier les droits de mutation. Nous avons l'habitude d'une somme assez stable. Qu'une crise immobilière survienne, et voilà que ces recettes s'effondrent, et ça nous met en déficit ! Car nos dépenses, elles, sont plus rigides, puisque ce sont, pour l'essentiel, des dépenses de personnel.
- la seconde chose à retenir, c'est que la pierre angulaire du rétablissement de nos comptes, c'est d'avoir une épargne nette positive ! Oh, ici à Wattrelos, on a toujours été sur le fil du rasoir de ce point de vue. J'ai regardé : notre épargne nette était déjà négative en 1995, 1997 et 1999, et je ne suis pas remonté avant. En 2009, elle a été négative de 660 k€. Elle l'est encore de - 127 k€ en 2010. **Pour assurer la stabilité de nos comptes, il faut qu'elle redevienne positive : c'est un enjeu majeur.**

➤ **Dès lors, l'affectation de nos quelques recettes supplémentaires est largement préemptée, et ne nous laisse guère de marge de manœuvre**

Je disais en effet tout à l'heure que nous disposerions vraisemblablement en 2011 de près de 400 k€ de recettes supplémentaires. Or, si l'on tient compte de : l'affectation de 150 k€ pour rétablir l'épargne, et consolider notre redressement ; des décisions déjà prises pour le personnel (commission paritaire de fin d'année, et revalorisation du périmètre de NBI au 1^{er} janvier, soit 250 k€) ; des surcoûts des dépenses obligatoires (charges d'intérêt et écoles sous contrat, pour près de 50 k€)... on a déjà consommé les ressources supplémentaires prévues. Sans avoir anticipé aucune hausse d'énergie et de matières alimentaires.

C'est dire que c'est et cela reste serré !

➤ **Voilà pourquoi, globalement, nous ne pouvons que construire un budget sur la stabilité globale de ce qui a été dépensé en 2010.**

Nous le ferons, à partir d'une stratégie qui reposera sur quatre lignes d'action :

- **1^{ère} ligne d'action** : faire face aux dépenses obligatoires que sont les charges d'intérêt (2,1 M€) et les participations aux écoles sous contrat (680 k€) ;
- **2^e ligne d'action** : **contenir les charges de personnel, clés de l'équilibre budgétaire** : compte tenu de la part importante de nos dépenses de personnel, il est évident que l'équilibre du budget général dépend de l'évolution de celles-ci. La masse salariale globale, ne peut que progresser dans une proportion compatible avec l'évolution de nos ressources.
- **3^e ligne d'action** : répartir les efforts de gestion sans remettre en cause la qualité et le nombre des services publics municipaux. Les dépenses de gestion courante n'ont augmenté que de +1,6% entre 2005 et 2009. Elles ont baissé entre 2008 et 2010. Nous n'avons pas d'autre choix, compte tenu de l'évolution de nos recettes, que de continuer dans cette dynamique de maîtrise de nos charges de gestion courantes.
- **4^e ligne d'action enfin** : **les associations n'aurons pas à connaître globalement de baisses de leur subvention**. Ce point est important, car en regardant ce qui se passe autour de nous, il est clair que ce n'est pas ce qui se passera dans des communes alentour. Nous, ici, nous sommes attachés au rôle de présence et d'animation de la vie sociale que représentent nos associations. **Nous ne pouvons pas donner plus, c'est clair, mais qu'elles sachent que nous ne donnerons pas moins !**

De surcroît, compte tenu des besoins sociaux dont j'ai dit tout à l'heure qu'ils ne faiblissent malheureusement pas, comme c'est indiqué dans le document préparatoire à ce DOB, si, en cours d'année, ou d'ici le vote de notre budget fin mars, des marges de manœuvre supplémentaires se manifestaient, nous pourrions envisager de renforcer notre soutien à des associations à vocation sociale. Plusieurs d'entre elles souffrent, et nous ont saisi. **Nul ne peut être dispensé des efforts que la ville, elle-même, doit conduire, mais dans la répartition de ceux-ci le social doit être privilégié : c'est la position de notre majorité.**

5. Mon 5^e et dernier point, sera consacré aux dépenses d'investissements : celles-ci devront être adaptées à nos capacités de financement.

L'objectif de la municipalité pour 2011, en la matière, est aussi de stabiliser le stock de dettes et de financer un volume d'équipement qui y concourt.

L'année 2010 aura vu la réalisation des engagements de notre programme municipal : renouvellement de Beaulieu, l'ouverture de 2 crèches (Sapin Vert et Beaulieu), le pôle enfance-famille Maurice-Titran et la nouvelle bibliothèque, et le lancement de la reconstruction de l'école Michelet (qui va s'achever au printemps 2011).

Dans les investissements pour 2011, nous prioriserons l'éducation, l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, et la proximité. Ainsi nous proposons :

- ✓ de poursuivre notre programme pluriannuel de renouvellement urbain de Beaulieu, avec un programme prioritaire sur trois ans concernant les écoles : Brossolette, Pierre-Curie, puis Marie-Curie et Albert-Camus ;
- ✓ la modernisation des matériels pédagogiques de toutes les écoles de la ville ;
- ✓ l'enfance, avec le fonctionnement de nos nouvelles crèches et l'ouverture de la nouvelle bibliothèque de Beaulieu ;
- ✓ l'accueil des personnes handicapées dans nos établissements recevant du public à commencer par la salle Roger-Salengro.
- ✓ une attention particulière pour le matériel de nettoyage.

Voilà, Monsieur le Député-Maire, mes chers collègues, dans quel contexte, et sur quelle stratégie financière nous travaillons à préparer ce budget 2011 que, dans quelques semaines, je proposerai au vote de notre conseil municipal.

Comme chacun l'aura compris, nous nous voulons prudents – la situation économique et financière l'exige – car nous sommes sérieux gestionnaires Mais **nous sommes encore, aussi et toujours volontaristes** pour le niveau, et la qualité de nos services publics municipaux, comme pour continuer à moderniser notre ville de Wattrelos !

Le service public, c'est ce qui appartient à ceux qui n'ont rien, et notre majorité s'attachera plus que jamais à le faire fonctionner dans les meilleures conditions possibles au plus près des habitants de notre ville, et à le défendre contre toutes les attaques auxquelles il fait face.